

## *Congrès AFSP Toulouse 2007*

### **Atelier 5**

#### **« Les anciens combattants dans les transitions de la guerre à la paix »**

**MAINDO Alphonse (UCAC et UNIKIS)**  
**maindo67@yahoo.fr; maindo@wanadoo.fr**

<b>La transformation du Mouvement de Libération du Congo en parti politique : de la lutte armée à la bataille électorale en RDCongo</b>
---

La République Démocratique du Congo (RDC) a organisé en 2005 un référendum et en 2006 des élections présidentielle, législatives et provinciales, ses premiers scrutins multipartites en quarante et un ans, mettant ainsi fin à une longue et fragile transition politique. Une transition politique commencée en juillet 2003 visant à mettre un terme à des années de guerre par la mise en place d'un gouvernement transitoire rassemblant toutes les parties au conflit et toutes les forces politiques et sociales du pays. Censée normaliser la vie politique, elle pose le problème de la reconversion politique des combattants et de leurs organisations. Notre communication revient sur la transformation d'un grand groupe rebelle, le Mouvement de Libération du Congo, en parti politique et de son chef de guerre, Jean-Pierre Bemba Gombo, en leader politique. Comment organisent-ils leur reconversion politique ? En quoi consiste leur participation aux élections générales ? Comment s'adaptent-ils à une vie politique normale ? Parviennent-ils à s'émanciper d'une rhétorique, voire d'un habitus de la guerre ? Toutes les ex organisations armées rdcongolaises ayant rejoint le processus de paix se sont investies à fond dans la bataille électorale. Si elles ont généralement accepté les résultats des élections, il en est cependant qui les ont contestés bruyamment. Ces contestations ont parfois débouché sur des affrontements (armés) entre les partisans des groupes opposés ou entre militants et forces de l'ordre.

Malgré son échec personnel à la présidentielle, Jean-Pierre Bemba apparaît comme un chef politique : son parti est sorti deuxième tant aux législatives qu'aux provinciales. Peut-on alors interpréter ce succès électoral de son parti comme un indicateur d'une reconversion politique réussie et considérer les affrontements armés postélectoraux de 2006 et 2007 entre sa garde rapprochée et les loyalistes de Kabila comme de simples accidents de parcours dans la difficile transformation d'un chef de guerre en dirigeant politique? Cette communication revient sur le parcours de ce businessman devenu chef de guerre avant de se transformer en entrepreneur politique. Il s'emploie à analyser comment cet ex chef rebelle s'est approprié le processus électoral au point d'inquiéter le grand favori de l'élection présidentielle et de faire de son mouvement la deuxième force politique du pays. A travers l'itinéraire singulier de cet homme et son groupe armé, il s'agit de comprendre la conversion des mouvements armés en organisations politiques dans le cadre de la normalisation de la vie politique en RDC. Les affrontements armés d'août et de novembre 2006 et de mars 2007 à Kinshasa rappellent bien que, outre le désarmement, l'enjeu de la transition politique est aussi celui d'une «démobilisation culturelle» (John Horne) et de la « civilianisation » (Mats Berdal) des anciens belligérants. Lesdits affrontements ne signifient-ils pas également une « brutalisation des

sociétés » selon l'expression de l'historien George Lachmann Mosse<sup>1</sup> ? La guerre et la violence semblent avoir modifié les imaginaires politiques.

La question ultime, s'agissant du devenir des anciens combattants dans une situation de transition de la guerre à la paix, est bien celle de la sortie de la violence et de ses éventuels obstacles. L'expérience de la guerre semble produire, après guerre, des effets durables sur les combattants. Le « reversement » des anciens combattants dans la vie sociale et politique, notamment à partir d'une (ré)intégration dans de nouvelles institutions étatiques montre ses limites en termes de refondation sociale et politique. En témoigne la radicalisation, en dépit de la participation des ex belligérants dans les nouvelles organisations politiques. Par exemple, la rhétorique guerrière (mythification du combat pour « la liberté », glorification des héros de la guerre) de Jean-Pierre Bemba et de certains de ses lieutenants durant la campagne électorale a entretenu une mobilisation politique conflictuelle en ce qu'elle perpétue une polarisation ami/ennemi propre aux processus conflictuels<sup>2</sup>. Sa campagne électorale semble s'inscrire dans la logique de la mobilisation culturelle qui encadre et fixe les combattants dans la construction de l'ennemi comme "l'autre" diabolique, sur l'anéantissement de qui dépend la victoire. Jean-Pierre Bemba Gombo, dit « Igwe 100% Mwana Mboka »<sup>3</sup>, a fait un parcours assez énigmatique, typique de la trajectoire de bien des chefs de guerre congolais (et il en est de même de son groupe armé). Mais, qui est donc cet homme ? Quelles sont ses origines ?

### **Proximité avec le pouvoir : une jeunesse dorée, des affaires (familiales) florissantes**

A première vue, rien ne le prédisposait à prendre les armes. Fils de Jeannot Bemba Saolona, patron des patrons zairois sous le règne de Mobutu, Jean-Pierre Bemba Gombo est né en 1962. Il jouit d'une existence dorée et est envoyé très tôt par son riche géniteur en Belgique où il passe vingt-et-un ans et apprend l'art des affaires à l'Institut Catholique des hautes études commerciales, à Montgomery, Wollumé-st-Lambert. Doté d'une licence en sciences commerciales et consulaires, c'est donc en businessman qu'il rentre au pays et prend les rênes de l'entreprise familiale, le groupe SCIBE (société commerciale et industrielle Bemba), spécialisé dans l'import-export alimentaire, le commerce des minerais précieux (or, diamant...) et le transport aérien<sup>4</sup>. Son père, un métis né d'un père portugais et d'une mère congolaise, est un des rares barons du régime de Mobutu à avoir évolué en marge de la politique officielle<sup>5</sup>, tout en faisant fortune grâce aux privilèges et avantages de la proximité avec le pouvoir.

---

<sup>1</sup> Voir John Horne (eds.), *Atrocités allemandes 1914*, Paris, Trad., Ed. Tallandier, Coll. Bibliothèque d'histoire de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, 2005. Mats Berdal, *Disarmament and Demobilisation after Civil Wars*, Oxford, Oxford University Press for the IISS, 1996. Mats Berdal, David Malone (eds), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000. Mats Berdal, Monica Serrano (eds), *Business as Usual ? Transnational Organised Crime and International Security*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2002. George Lachmann Mosse, *De la grande guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 2003.

<sup>2</sup> Pour une comparaison avec l'Amérique du Sud, voir les travaux de David Garibay, notamment « De la lutte armée à la lutte électorale, itinéraires divergents d'une trajectoire insolite. Une comparaison à partir des cas centraméricains et colombien », *Revue internationale de politique comparée* 2005- 3 (Volume 12), pp.283-297.

<sup>3</sup> Selon les films nigériens dont raffolent les Kinois, « Igwe » signifie « chef » ou « roi » chez les Yoruba du Nigeria. Le musicien congolais Werrason porte aussi ce surnom d'igwe. « 100% Mwana mboka » en lingala signifie « 100% Fils du pays »

<sup>4</sup> La flotte de Scibe Airlift comprend essentiellement des avions indûment pris à la compagnie nationale Air Zaïre.

<sup>5</sup> Il est pourtant nommé ministre en 1999 par Kabila père pour contrer son fils devenu chef rebelle.

A la tête de l'holding familial, Jean-Pierre Bemba investit dans la téléphonie cellulaire avec Comcell, l'acheminement de courrier avec Courrier Express, l'audiovisuel avec Canal Kin, le fret aérien avec Scibe Cargo. Et dirige son empire en véritable potentat. Pour cela, il dispose notamment d'éléments de l'armée et d'un cachot privé à l'aéroport de N'Djili, à Kinshasa. L'adjudant-chef Bombi y détient et torture en toute impunité ceux qui ont le malheur de contrarier le patron de Scibe. Soupçonné de vol par une cliente, un responsable civil de la sécurité de Scibe Airlift à N'djili est ainsi détenu et torturé du 29 mars au 5 avril 1988. Une histoire rendue publique car la victime avait alors porté plainte et obtenu, malgré les menaces et le trafic d'influence, la condamnation de Jean-Pierre Bemba et de ses hommes à cinq ans de prison et d'importants dommages-intérêts. La sentence n'a jamais été exécutée...

Le groupe Bemba fait alors partie des « intouchables » du régime. Il gère, dit-on, les intérêts financiers du Maréchal et jouit donc de l'ensemble des avantages qu'offre la proximité avec le pouvoir. Ses importations et exportations échappent aux droits de douane, ses bénéficiaires esquivent l'impôt, il jouit d'un accès privilégié aux marchés publics, ses installations sont protégées par l'armée, la Garde présidentielle accompagne le patron dans ses déplacements.

Mais, à partir du début des années 90, la déliquescence économique du pays et la fin de règne de Mobutu commencent à corroder les revenus du groupe essentiellement tirés d'activités de services ou de prélèvements sur des productions rentières. Il se retrouve incapable de payer aux planteurs de la province de l'Equateur les sommes dues au titre des produits agricoles dont il assure l'exportation, encore moins de régler ses dettes à l'Etat. Il n'a bientôt plus pour flotte aérienne qu'un vieil avion cargo ; le réseau téléphonique, équipé de matériel mal entretenu, ne lui permet pas de faire face à la concurrence du nouveau venu Télécél ; les magasins et les dépôts du groupe sont à l'abandon ; dans le commerce des minerais précieux, les trafiquants libanais lui taillent des croupières avec la complicité des généraux de l'armée zaïroise. Les Bemba sont au bord de la faillite. Les pillages des forces armées zaïroises (FAZ) assistées des populations début 90 n'ont pas épargné le groupe Scibe. La chute de Mobutu et l'arrivée de Kabila père au pouvoir en mai 1997 mettent un terme à tous les passe-droits qui assuraient encore la survie du groupe. Ses biens « mal acquis » sont saisis. Jean-Pierre Bemba, sensiblement diminué financièrement<sup>6</sup>, n'est pas là pour voir tout cela. Il a pris le chemin de l'exil avant la chute de Mobutu. Comment est-il alors devenu chef de guerre ?

### **De l'exil à l'entreprise militaro-affairiste**

Durant son exil, il multiplie des rencontres avec des anciens mobutistes qu'il a côtoyés et connus personnellement surtout au début des années 90 dans la cour présidentielle. En effet, il avait été introduit dans cette cour présidentielle par Georges Bundu-te-Litho, fils du richissime oncle de Mobutu, l'ancien ministre des Finances Litho Moboti. Il avait alors fini par conquérir le cœur du « roi du Zaïre » en se rendant utile : il avait rapatrié d'Europe la dépouille mortelle de Niwa, un fils de Mobutu ; pilote d'avion, il importait des biens d'Europe pour le Maréchal. « Peu à peu, il réussit à s'introduire dans le saint des saints. Apparaissant à la fois comme intendant, chef de la maison civile, chef de la maison militaire, conseiller privé et financier, écrit Kin-Kiey Mulumba. »<sup>7</sup> Le mariage de sa sœur avec Mobutu Nzanga, né de Mobutu et sa deuxième épouse Bobi, scella son rapprochement personnel aux Mobutu, lui

---

<sup>6</sup> Selon Kin-Kiey Mulumba, dernier ministre de l'information de Mobutu, Jean-Pierre Bemba aurait amassé une petite fortune dans les années 90, profitant de sa proximité avec Mobutu isolé diplomatiquement. Cf. Kin-Kiey Mulumba, « Bemba Fils Mobutu », in [www.lesoftonline.net](http://www.lesoftonline.net), 25 août 2006.

<sup>7</sup> Kin-Kiey Mulumba, « Bemba Fils Mobutu », in [www.lesoftonline.net](http://www.lesoftonline.net), *op.cit.*

donnant de nouvelles perspectives. Il obtint ainsi une garantie de l'Etat de plusieurs millions de dollars pour un emprunt, par simple invocation du nom de son beau-frère Nzanga.

Malgré cette proximité, voire une complicité, avec le Maréchal Mobutu durant ses dernières années de pouvoir, Jean-Pierre Bemba ne revendique pas l'héritage mobutiste lorsqu'il rejoint la coalition armée anti-Kabila en 1998. Pourquoi ? Par calcul politique ? Vraisemblablement, car cet héritage est trop encombrant : en trente ans, le mobutisme a complètement ruiné le pays, les forces de l'ordre ont racketté les populations civiles. En vue d'obtenir leur adhésion, il vaudrait mieux rassurer, séduire les populations dont le souvenir du mobutisme est encore vivace. Durant son exil bruxellois, il fréquente assidûment des mobutistes dont il va truffer la direction de son groupe armé parrainé par l'Ouganda. Il n'est pas le mieux placé pour porter le flambeau du mobutisme dont les héritiers biologiques et politiques se disputent. Nouveau venu en politique, il entend rester en dehors de ces querelles. Par esprit de revanche ? Probablement, sous Mobutu, il avait la richesse, mais pas le pouvoir politique. Il faisait des affaires avec Kampala et avec le président ougandais Yoweri Museveni dont on connaît le rôle actif dans la chute de Mobutu. Il tente de tirer profit des divisions des mobutistes et surtout de ses relations privilégiées avec le régime ougandais qu'il côtoie depuis longtemps pour reprendre Kinshasa (qui lui manque) et s'imposer comme l'unique conquérant du pouvoir perdu par les Bangala<sup>8</sup>. A cette fin, il interdit à son beau-frère Nzanga Mobutu<sup>9</sup> l'accès au territoire sous son contrôle.<sup>10</sup> C'est au nom de la revanche des Bangala sur les Baswahili qu'il entreprend, sous la protection de ses parrains ougandais, la reconquête militaire de Kinshasa pour retrouver sa richesse et son pouvoir perdus. Il ne ménage aucun moyen : sa radio « Liberté » multiplie des appels de mobilisation générale pour rejoindre le mouvement des « vrais Congolais » et quitter celui « des étrangers », i.e. le RCD pro-rwandais.

Son mouvement rebelle, le Mouvement de Libération du Congo (MLC), instrumentalise le ressentiment populaire à l'encontre des Rwandais pour recruter en Province Orientale et à l'Équateur. La guerre de 1998 lui permet de faire ses premiers pas en politique. Désormais, il vivra directement de la politique et pour elle. Il veut jouer les premiers rôles. Il connaît d'ailleurs une ascension politique fulgurante : jusqu'à l'assassinat de Kabila père, il est présenté par certains milieux occidentaux comme une alternative crédible à l'ancien maquisard. Il ne tolère pas la contradiction, l'indiscipline ou l'insoumission. Son mouvement rebelle est le seul à échapper au phénomène de dissidence et de lutte de leadership ayant rongé tous les groupes rebelles. Ses proches le surnomment « chairman ». L'homme croit à son étoile de Président. Il a un certain charisme. C'est ainsi que les Ougandais tentent d'en faire le chef de tous les groupes rebelles qu'ils contrôlent en RDC en les rassemblant sous la bannière du Front de Libération du Congo (FLC). Ils s'en repentiront assez vite puisque les chefs des autres groupes n'ont pas la même compréhension du FLC, entendent conserver leur autonomie et rejettent les méthodes de gestion Bemba. Au cœur de la discorde, il y a le pouvoir et la répartition des recettes des riches zones de l'Ituri et du Grand Nord.

Le « chairman » dirige son mouvement d'une poigne de fer et comme une entreprise personnelle. aux dépens de son état major dont plusieurs membres importants finissent par le quitter. Mais, il tient, grâce à ses solides soutiens ougandais qu'il sait bien monnayer. Le chef

---

<sup>8</sup> Populations parlant le lingala, l'une des quatre langues nationales du pays (swahili, kikongo, tshiluba et lingala).

<sup>9</sup> Il est cependant accueilli par les rebelles du RCD.

<sup>10</sup> Informé de la présence de Nzanga Mobutu à l'hôtel Sofitel à Bangui, Jean-Pierre Bemba, pris de rage, aurait menacé de bombarder l'hôtel centrafricain.

de guerre aime le treillis, mais il est plus à l'aise dans son QG avec son téléphone satellitaire que sur le champ de bataille avec une kalachnikov. Depuis son QG de Gbadolite, il organise son business militaro-politique entouré d'un aréopage d'anciens mobutistes et de leurs rejetons. Il contrôle un territoire plus grand que l'Allemagne, 450 000 km<sup>2</sup> -allant du nord de la province orientale à la moitié nord de celle de l'Equateur et peuplé de trois à quatre millions d'habitants. Une région qu'il met littéralement en coupe réglée, en étroite collaboration avec des officiers ougandais. Il pille les ressources agricoles et forestières, fait exploiter les mines d'or et de diamant par des recrues adolescentes. A Banalia, dans la région de Kisangani, il fait main basse sur les riches gisements de Pikoro, un ancien braconnier reconverti dans le diamant, lié à la famille Mobutu et qu'il nommera en 2003 député MLC au parlement de transition. Il impose aux produits agricoles « les prix Bemba », représentant parfois le dixième du prix en vigueur avant l'arrivée du MLC.

L'ampleur de ce business de guerre, pratiqué au demeurant par l'ensemble des parties au conflit, est publiquement dénoncée, notamment par les différents rapports d'experts des Nations Unies sur les pillages et l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC. Leur constat est accablant : confiscation de la production du café de l'ensemble des planteurs du Bembaland (près de 60% du robusta congolais), pillages des coffres de toutes les banques des villes conquises (une sacrée cagnotte : 1 500 000 dollars américains rien que pour les succursales de la banque commerciale à Bumba, Lisala et Gemena). En 2001, il n'hésite pas à détourner l'argent envoyé par Kinshasa pour payer les fonctionnaires de l'Etat, en dépit de l'accord passé avec le gouvernement. Non content de s'enrichir personnellement, le président Bemba encourage ses troupes à en faire autant : non payés, ses soldats, livrés à eux-mêmes, sont conduits à s'impliquer dans l'exploitation illégale des ressources. Selon un témoin, le « chairman » aurait déclaré à ses hommes que c'est à la population qu'ils ont « libérée » et qu'ils « protègent » de les prendre en charge. Dans ces conditions, les combattants de l'Armée de Libération du Congo (ALC), la branche armée du MLC, rivalisent de zèle pour racketter et rançonner. La même logique prévaut également lors des opérations militaires : pour motiver ses troupes, il les autorise à piller durant vingt-quatre à quarante-huit heures en cas de conquête d'une localité.

A ce régime, les hommes et les terres du Bembaland se meurent. Le pays est exsangue. La population essentiellement rurale ne peut s'acquitter des taxes de plus en plus lourdes et nombreuses. Pourtant, elle avait accueilli avec enthousiasme et euphorie « l'enfant du pays » voyant en lui le libérateur qui allait rendre « sa fierté » perdue à l'Equateur, la « Terre Promise » de Mobutu. Son soutien avait permis au MLC et ses alliés ougandais de gagner rapidement du terrain et de recruter des combattants. Son soutien avait permis à Bemba de s'imposer militairement. Jean-Pierre Bemba a reconstitué sa petite fortune, mais au prix d'une politique de la terre brûlée qui a terriblement appauvri sa région d'origine. La misère a atteint une telle ampleur que ses « frères de province » n'hésitaient plus à remettre en cause sa légitimité. Sa situation devenait de plus en plus intenable. Même ses proches, habitués à la vie citadine et las du maquis, le pressaient à signer la paix avec Kabila fils pour rentrer à Kinshasa. L'accord de Pretoria est ainsi une opportunité politique pour lui qui réussit à obtenir le poste de Vice-Président de la République en charge de l'économie et des finances. Belle récompense pour celui qui a donné le coup de grâce à l'économie des territoires sous son contrôle. Les temps avaient changé : le « fils du pays » n'avait plus le soutien de la communauté internationale. Kabila fils s'est montré coopératif et ouvert, les aventures militaires en République Centrafricaine et surtout en Ituri ont terni l'image du businessman

gentleman ayant fait « le choix de la liberté »<sup>11</sup>. Il est contesté dans son bastion de l'Equateur. L'homme a du ressort. Il met à profit ses années à la vice-présidence de la république pour se redonner une virginité politique. Après avoir boudé le processus électoral, il l'investit, mobilise, dans sa course vers la présidence, des soutiens au-delà de son Equateur natal : il jouit ainsi d'un soutien inattendu de Kinshasa, des Kasais, du Bandundu et du Bas-Congo. Comment a-t-il réussi à mobiliser l'électorat en sa faveur ? Avant d'y répondre, il importe de comprendre pourquoi il a investi le processus électoral après l'avoir boudé avec d'autres acteurs politiques.

Selon quelles modalités s'opère sa transformation de chef de guerre en leader politique ? Pour quels résultats ?

### **A l'assaut du pouvoir suprême : de la lutte armée à la bataille électorale**

Les candidats à la présidence exigent presque tous la révision du calendrier électoral et la garantie de la transparence du processus. Ils signent une déclaration conjointe à la suite d'une réunion au ministère des affaires étrangères. Exception faite du vice-Président Yerodia Ndombasi, proche de Kabila, tous les trois vice-présidents y prennent part. Mais, leur revendication reçoit une fin de non recevoir. Alors que d'autres s'entêtent, Jean-Pierre Bemba a compris que le temps joue contre lui et va boycotter les rencontres suivantes pour se lancer dans la campagne électorale. Il sait qu'il joue son ultime carte pour son devenir. Toute sa stratégie électorale et post-électorale semble guidée par trois éléments. Premier élément : une double peur. D'abord, peur d'être éliminée par la garde de Kabila ou par ses propres extrémistes pour des raisons contraires. Il est convaincu de sa supériorité intellectuelle et de ses compétences par rapport à Joseph Kabila. Les faucons de Kabila ne lui pardonnent pas sa campagne extrêmement agressive contre leur chef. Ils le tiennent pour responsable des difficultés de leur chef et de son parti à Kinshasa. Ses médias ont diabolisé le chef de l'Etat dont des partisans ont été brutalisés et molestés par des militants de Bemba dans la capitale. A l'étranger, ses amis anciens mobutistes mènent une campagne de haine et de xénophobie auprès de la diaspora, allant jusqu'à agresser des personnalités congolaises proches de Kabila.<sup>12</sup> Quant à ses extrémistes, ils lui reprochent de faire le jeu de Kabila au lieu d'en finir avec lui, y compris par l'affrontement armé. Selon eux, il est soumis aux pressions étrangères au lieu d'écouter les militants de base.

Ensuite peur d'être traduit devant la justice (inter)nationale. Il sait que des proches de Kabila sont prêts à le livrer à la justice pour répondre de certains actes de guerre. Devant la Cour Pénale Internationale (CPI) où la République Centrafricaine (RCA), la fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la ligue centrafricaine des droits de l'homme (LCDH) ont déposé une plainte contre lui et Ange-Félix Patassé pour les exactions commises par son corps expéditionnaire en RCA (les banyamulenge). Des ONG congolaises multiplient des lobbying à la CPI pour qu'il soit poursuivi des abus (dont des actes d'anthropophagie) commis par ses troupes en Ituri fin 2002. Il avait organisé un procès à Gbadolite pour juger les auteurs de ces crimes. Au sujet de ce procès, l'ambassadeur des Etats-Unis aux Nations Unies, Richard Williamson, a déclaré le 7 juillet 2003: «Au Congo, les pires actes imaginables, comme le cannibalisme, ont été commis. Le mépris de la vie est révoltant, les histoires de décapitations répugnantes. Le gouvernement des USA est très déçu de la façon

---

<sup>11</sup> Jean-Pierre Bemba, *Le choix de la liberté*, Gbadolite, Editions Venus, sans date.

<sup>12</sup> Léonard She Okitundu, alors directeur du cabinet du chef de l'Etat congolais, a été agressé à Londres ; Papa Wemba, un artiste musicien proche de Kabila a été menacé à Bruxelles ; Vital Kamerhe, un autre proche de Joseph Kabila, a été attaqué à la grenade lacrymogène à Paris.

inappropriée avec laquelle Jean-Pierre Bemba et le MLC ont traité les procès des suspects de ces atrocités.»

Dans un autre registre, le tribunal correctionnel de Bruxelles a condamné par défaut pour «traite d'êtres humains» Jean-Pierre Bemba et son épouse le 16 mai 2003 à un an de prison ferme, à une amende de 24.789 euros et au paiement de dommages matériels à deux employés congolais qui avaient déposé la plainte. Les faits remontent à 1997-1999. Une affaire de fausse monnaie impliquant les Bemba est en cours d'instruction devant la justice belge. Rester au pouvoir lui procure l'immunité, au moins temporaire. Il a besoin d'être rassuré pour se tenir tranquille. Il garderait quelque deux à trois mille hommes armés comme une sorte d'assurance tous risques : ils n'obéissent qu'à lui. Cette stratégie, du reste, commune à tous les ex belligérants, est à l'origine des obstacles à l'intégration de l'armée nationale. Les ex combattants sont ainsi allés à la compétition électorale avec les moyens de la lutte armée. Pour la plupart, ils sont demeurés dans la logique et les stratégies de la guerre. Les adversaires politiques demeurent des ennemis. Même le Président Joseph Kabila, surnommé le « porteur des œufs », a mis de côté « ses œufs » pour reprendre des armes au moins deux fois durant le processus électoral et semer la désolation dans la capitale.

Enfin, la protection de ses affaires. Jean-Pierre Bemba a redynamisé son entreprise économique à la faveur de la guerre et de sa position au sommet de l'Etat. Redevenir simple citoyen risque de porter un coup dur à son business, par la perte des avantages et privilèges liés à la proximité avec le pouvoir ou à l'exercice de ce dernier. Le « chairman » a donc tout misé et beaucoup investi dans la bataille électorale et s'est investi à fond. Ses dépenses de campagne s'élèveraient à près de vingt-deux millions de dollars américains contre près de cinquante millions pour Joseph Kabila. Il n'a pas obtenu la présidence du pays. Il a perdu même dans cette bataille son hélicoptère détruit par les hommes de Kabila en août 2006 dans sa résidence de Gombe. Une consolation personnelle : il a pu se faire élire au second degré sénateur en janvier 2007 et, éventuellement, négocier avec Kabila fils un poste honorable. Sa cagnotte de guerre semble avoir été sensiblement corrodée. Comment la reconstituer loin du cercle du pouvoir ? Le Président élu, Joseph Kabila, semble avoir répondu partiellement à ses craintes. Il a signé un décret garantissant l'immunité et des indemnités à tous les quatre vice-présidents de la transition. Cela suffirait-il à calmer les esprits pour que le Congo renoue durablement avec la normalisation de la vie politique ? Rien n'est moins sûr.

Jean-Pierre Bemba se contentera-t-il d'une opposition politique durant cinq ans alors qu'il a montré du charisme durant ce processus électoral ? Il est la surprise de ces élections : il est gagnant avec 20% au premier tour, 42,5% des suffrages au second tour et la majorité dans six des onze provinces du pays (Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu, Equateur et les deux Kasai). Sa « victoire » est due entre autres à une campagne xénophobe fondée sur la « congolité », au ralliement des anciens mobutistes et à une excellente communication politique. Depuis la chute de Mobutu, les Congolais, surtout les Kinois, étaient orphelins d'un homme charismatique. Kabila père s'est révélé l'être<sup>13</sup>, mais en un court instant et sans parler le lingala, langue des Kinois. Jean-Pierre Bemba a su faire preuve durant la campagne non seulement d'une bonne organisation et de charisme de chef, mais aussi de talent oratoire en parlant le langage du petit peuple. A l'ouest du pays, de nombreux électeurs se sont quelque peu reconnus en lui et ont trouvé son programme crédible, au moins sur le plan intellectuel. Bemba fils a également su tirer le meilleur parti des faiblesses de son adversaire, le chef de

---

<sup>13</sup> La population kinois était méfiante de Kabila qui a fini par jouir d'une grande popularité dans les quartiers périphériques de la capitale qui s'est même mobilisée contre l'invasion rwandaise en 1998. Il en fut de même de Mobutu en décembre 1996 au début de la guerre.

l'Etat sortant, qui a ainsi été sanctionné surtout dans la capitale pour son manque de visibilité et de charisme, son ignorance du lingala, sa froideur, son refus de participer à un débat télévisé, les difficultés sociales populaires et la corruption de son entourage vivant dans un luxe presque injurieux pour les Kinois. Pour beaucoup à l'ouest, le choix de Bemba a ainsi été plutôt une sanction infligée à Kabila. A l'est, par contre, l'enjeu électoral a été la paix, la sécurité et l'unité nationale. D'où, tous les ex chefs rebelles y ont été sanctionnés pour leurs rébellions et les abus commis.

Bemba a su également présenter, auprès de l'électorat, son principal concurrent comme un instrument des étrangers, des Occidentaux à qui il aurait vendu le pays. La campagne de certains milieux mobutistes comme les réseaux Ngbanda, ancien conseiller de sécurité de Mobutu, a fait large écho de cette rhétorique. Kabila sanctionné pour son soutien par les Occidentaux est un paradoxe de ces élections, puisque les mêmes Congolais réclament le retour des Occidentaux pour la reconstruction du pays. Paradoxe aussi puisque Bemba a été placée à la tête d'une rébellion par des étrangers, ougandais, en l'occurrence, pourtant perçus comme les instruments de la politique occidentale en Afrique centrale. Il n'a jamais coupé les ponts avec l'Ouganda où il s'est souvent rendu en consultation durant la transition. Il ne s'est donc pas émancipé de ses mentors étrangers à qui il doit son ascension et ne refuse rien. Le succès de ce discours nationaliste de Bemba s'explique en partie par l'aspiration des Congolais à retrouver leur souveraineté pleine et entière, après des années d'humiliation par des invasions étrangères et la tutelle internationale sur la RDC durant la transition, les contrats léonins au profit des compagnies étrangères etc.

Enfin, le « 100% mwana mboka » a brillamment mené une propagande effrénée sur le thème de la « congolité » auquel les électeurs de l'ouest ont été très sensibles. Il a su se vendre comme un Congolais authentique, un autochtone, « un fils du pays » face à son adversaire Kabila qui serait non seulement un instrument des étrangers, mais aussi un étranger. Cet argument électoral a séduit à l'ouest où on n'a pas vu de grandes réalisations de Kabila fils durant ses cinq ans de présidence : pour nombre de Congolais de l'ouest, s'il n'a rien fait pour améliorer leurs conditions de vie et s'il a détourné des deniers publics, c'est justement parce qu'il n'est pas fils du pays.<sup>14</sup> La « congolité » est surtout un discours instrumental dans la course au pouvoir qui donne accès au contrôle des ressources du pays. Dans la diaspora, les chantres les plus virulents de la « congolité » ont souvent pris la nationalité de leur pays d'accueil.<sup>15</sup> En effet, deux personnes considérés comme des « Blancs », Pierre Jacques Chalupa et Jean Bamanisa Saidi, siègent à la nouvelle Assemblée nationale comme députés indépendants respectivement des circonscriptions de Kinshasa et de Kisangani. Les métis sont nombreux et ont été souvent perçus comme des citoyens « suspects », « non authentiques » dont il faut se méfier. Or, Jean-Pierre Bemba lui-même est descendant de Portugais en lignée paternelle : son grand-père paternel est Portugais. Son ascendance « congolaise » est au moins aussi hypothétique que celle de Joseph Kabila. Sa descendance l'est encore plus : son beau-père (le père de sa femme) est Brésilien. A quoi sert-il de se revendiquer « 100% Mwana mboka » sinon pour agiter la fibre nationaliste des Congolais à des fins de pouvoir et électoralistes. C'est un couteau à double tranchant susceptible de se retourner contre lui-même et sa descendance. Mobutu n'avait-il pas été accusé d'étranger par ses compatriotes ?

## **MLC, deuxième force politique ; JP Bemba, leader de l'opposition ?**

---

<sup>14</sup> La presse kinoise a également relayé ce discours. Un journaliste a même été condamné par la justice pour diffamation. Il a écrit que Kabila fils, Tanzanien, a fait un don de plusieurs millions de dollars américains à son ancienne école dans son pays d'origine, la Tanzanie, alors même que les écoles congolaises sont en ruine.

<sup>15</sup> Honoré Ngbanda dispose d'un passeport diplomatique togolais.



La stratégie politique de Bemba fils s'est révélée payante durant ce processus électoral. Au final, son parti, le MLC est devenu la deuxième force politique du pays avec 64 députés nationaux élus contre 111 pour le parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de Kabila, 105 députés provinciaux contre 156 pour le PPRD de Kabila. Sa plate-forme Union pour la Nation (UN) est la deuxième force au parlement national et contrôle trois assemblées provinciales (Bas-Congo, Equateur et Kinshasa) sur 11 et est ex aequo avec le PPRD au Kasai Occidental. Elle assure le gouvernement provincial de la province de l'Equateur. Jean-Pierre Bemba est sorti deuxième au premier tour de l'élection présidentielle avec 20 % des suffrages exprimés. Au second tour, il a réalisé 42,5 % des voix, dépassant parfois les 80 % des suffrages exprimés dans certaines circonscriptions. Il a obtenu la majorité des suffrages dans six des 11 provinces. Ses bons résultats électoraux font de lui un homme politique de premier plan, une force politique incontournable. Il est le seul chef de guerre à avoir réussi une sortie honorable de la transition postconflit, à survivre à la noyade politique générale qui dévoile la faible assise populaire des ex groupes armés. Il est également l'un des rares à avoir réalisé avec succès la transformation de son entreprise militaro-affairiste en formation politique.

Les principales forces rebelles se sont effondrées à l'issue des élections. Le groupe rebelle le plus important, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), et son chef Azarias Ruberwa, ont été complètement laminés avec des scores minables. Au premier tour de la présidentielle, Azarias Ruberwa n'était qu'à la sixième place derrière Antoine Gizenga (avec 13,06%), Zanga Mobutu avec 4,77% (fils du défunt président Mobutu), Oscar Kashala avec 3,46% (médecin résidant aux Etats-Unis). Les chefs de guerre n'ont pas de légitimité politique comme le souligne René Lefort : « Par ailleurs, la lecture des résultats montre bien que certains chefs de guerre, de milice ou de rébellion ne sont pas forcément des leaders politiques, tels que Antipas Mbusa Nyamwisi ou Roger Lumbala. Malgré le contrôle militaire exercé sur des régions entières à l'est du Congo, Azarias Ruberwa, chef du RCD-Goma (Rassemblement congolais pour la démocratie) soutenu par le Rwanda, et vice-président de la République, arrive difficilement à réunir sous son nom quelque 285 641 voix soit 1,69% des suffrages, ce qui révèle l'inexistence de bases politiques et populaires. »

Par ailleurs, quand on sait que Jean-Pierre Bemba était la troisième force militaro-politique durant la guerre et la transition, il s'agit là d'une véritable prouesse politique. La visite que le chef de l'Etat lui a rendue début décembre avant de s'envoler pour Goma apparaît comme une forme de reconnaissance du poids politique que Bemba incarne désormais en RDCongo et, en particulier, au sein de l'opposition parlementaire. Incontestablement, ces résultats font de lui le chef de l'opposition (issue des urnes) et de son parti (sa plate-forme) la deuxième force politique du pays. Légalement et logiquement donc, il devrait conduire l'opposition au parlement les cinq prochaines années.

Mais, peut-il pour autant devenir le leader incontestable de l'opposition au régime de Kabila fils? Rien n'est moins sur. Le leader historique de l'opposition à Mobutu, Etienne Tshisekedi de l'union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), n'a pas encore dit son dernier mot. Il demeure populaire dans la capitale et les deux Kasai. Son électorat a voté Bemba, en particulier, puisque ce dernier a promis durant la campagne de réhabiliter l'opposant historique et de le nommer à la tête du gouvernement s'il était élu président. Certains de ses proches ont même rejoint l'UN à titre personnel et ont été sanctionnés pour cela par la direction du parti. Si le « sphinx de Limete » décide de passer la main, Bemba devrait s'imposer comme leader de l'opposition. Ce qui n'est pas gagné d'avance.

Sa tâche est d'autant plus difficile que le clan Kabila lui en veut et entend lui régler ses comptes. D'où l'acharnement à démanteler Bemba qui témoigne de la volonté de réduire son influence, à défaut de la neutraliser, pour reconquérir le cœur des Congolais de l'ouest. « Igwe Bemba » est perçu comme une menace politique au pouvoir de Joseph Kabila. Les poursuites entamées contre lui par la justice congolaise pour cause de déstabilisation des institutions et attentat à la vie du chef de l'Etat<sup>16</sup>, en rapport avec les combats armés du 22 et du 23 mars 2007 à Kinshasa, visent notamment à éliminer cette menace. Les démêlées de Bemba avec la justice internationale, notamment les affaires devant la CPI pour crimes de guerre en RCA (2002 et 2003) et en Ituri viennent compliquer la situation de Jean-Pierre Bemba qui pourrait se radicaliser et reprendre le chemin du maquis et se défendre les armes à la main. Son séjour médical au Portugal depuis avril 2007 risque de se transformer en exil forcé et illimité. Ses exigences pour sa sécurité personnelle (avoir une importante garde rapprochée militaire et pas seulement les 12 policiers commis par le gouvernement) sont loin d'être satisfaites par le gouvernement. On demeure dans la logique de méfiance comme des ennemis.

Bemba doit par ailleurs faire face au débauchage de ses élus par le clan Kabila au risque de faire la figuration avec quelques députés fidèles. La lutte pour la survie est âpre au Congo. Point de pain dans l'opposition. Le débauchage politique est favorisé par la faiblesse des clivages idéologiques entre les partis et les logiques alimentaires des acteurs politiques. Ces derniers sont des demandeurs d'emploi. Certains cadres du MLC de la première heure ont déjà été débauchés par le PPRD : Antoine Ghonda, Olivier Kamitatu, Senga Sefu, Gaston Simène... Cinq ans d'opposition risquent de paraître trop longs après une campagne ruineuse. Ne disposant pas des avantages et privilèges du pouvoir, Bemba ne pourra pas « nourrir » ses élus. Il sort lui-même financièrement affaibli de cette bataille électorale où il a tout tenté (y compris des affrontements armés dans la capitale), en vain. Il y a laissé quelques hommes, son hélicoptère et près de 22 millions de dollars.

Son annonce de conduire l'opposition pendant la première législature de la 3ème République soulève de nombreuses interrogations. Qui des forces politiques significatives répondra à son appel ? Réussira-t-il à fédérer autour de lui, autour des objectifs communs ? Il n'avait pas réussi à le faire pour aller à la conquête du deuxième tour de la présidentielle. Le fera-t-il pour une longue lutte dans les privations ? L'UN survivra-t-elle à la campagne électorale ? L'UDPS avait déjà refusé de rejoindre l'UN, le fera-t-elle aujourd'hui ?

La lutte pour le leadership de l'opposition s'annonce rude. Selon certains de ses proches, Bemba fils serait arrogant et autoritaire au point de décourager amis et lieutenants : cela expliquerait partiellement les défections autour de lui. Il a beaucoup profité du boycott du processus électoral par l'UDPS. Réussira-t-il à capitaliser et surtout à fidéliser cet électorat de l'UDPS qui a surtout voulu sanctionner Kabila pour avoir marginalisé leur leader Tshisekedi ? Si Tshisekedi revenait à l'arène politique pour préparer les échéances de 2011, la base de Bemba risque d'être sensiblement réduite à Kinshasa et dans les deux Kasai. Les chances de JP Bemba dépendent en partie de l'attitude de Tshisekedi par rapport au prochain processus électoral. Par ailleurs, ni Bemba, malgré ses 42%, ni Kabila avec sa majorité de 58% n'ont été les favoris des Congolais. Les deux prétendants à la magistrature suprême ont été perçus par nombre d'électeurs comme des «deuxième choix», «le moindre mal ». Le vote pour Bemba a davantage été un vote sanction qu'une adhésion personnelle et enthousiaste. L'élection de Kabila a plutôt été un vote pour la paix et l'unité nationale.

---

<sup>16</sup> Tumba Lumembu, « Bemba contraint à l'exil », *La Tempête des Tropiques*, journal quotidien de Kinshasa, 25 juin 2007.

## La grande déception et la frustration du « fils du pays »

Les élections congolaises ont été qualifiées de transparentes et libres. Fait exceptionnel en Afrique, leur issue n'était pas acquise d'avance. Le travail de la Commission électorale indépendante a été salué. De l'avis de toutes les missions d'observation (inter)nationales, les irrégularités constatées et l'usage parfois abusif, dans toutes les provinces, des listes spéciales et des registres de dérogation n'ont pas été de nature à modifier le résultat final. L'écart entre les deux candidats (2.600.000 voix) dépasse largement la somme des cas spéciaux ou litigieux. Mais, le « fils du pays » ne les perçoit pas ainsi. Dans son adresse à la nation au lendemain de l'arrêt de la Cour Suprême de Justice proclamant les résultats définitifs de l'élection présidentielle, il déclare éprouver « une grande déception et de la frustration » avant de poursuivre : « Ce procès n'a été ni équitable, ni juste pour restaurer la transparence et la vérité des urnes. Nos griefs sur cette élection demeurent et nous serions bien fondés à en contester le verdict. »<sup>17</sup> Serait-il un mauvais perdant ? Certains éléments tendent à le corroborer. Il n'a pas daigné féliciter publiquement son challenger Kabila, vainqueur de l'élection présidentielle. Son message à la nation susmentionnée ne comporte aucun mot pour le président élu. Comme lors du mariage du Chef de l'Etat à la mi-juin 2006<sup>18</sup>, Bemba fils a été le grand absent à l'investiture de Kabila le 6 novembre 2006. C'était peut-être simplement à une manière à lui d'exprimer sa déception et sa frustration par rapport à son adversaire qui a abusé des moyens d'Etat pour gagner l'élection.

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Pierre Bemba Gombo, chef de l'ex groupe rebelle Mouvement de Libération du Congo devenu Vice-président de la République en charge de l'économie et des finances durant la transition, après une campagne frisant la haine, a crié à la fraude en faveur du Président Joseph Kabila. Ses partisans se sont alors affrontés à l'arme lourde aux forces de l'ordre et à la garde présidentielle dans la capitale. L'ancien chef de guerre n'a pas eu un mot de félicitation public pour son challenger depuis la publication des résultats électoraux définitifs. Il a même boycotté la cérémonie d'investiture du Président élu. Juste avant l'élection, son beau-frère, Nzanga Mobutu, l'avait accusé de cacher des armes pour replonger le pays dans la guerre en cas de son échec électoral.

Mais, l'incendie de la cour suprême de justice tend à corroborer l'hypothèse selon laquelle Bemba, comme bien d'autres acteurs politiques congolais, n'a pas bien intégré la logique de la compétition politique. La civilianisation des chefs de guerre peine à se matérialiser, et surtout l'habitus de guerre est toujours à l'œuvre : l'autre est un ennemi à détruire et non un adversaire avec qui le dialogue est possible. Selon plusieurs sources dont la Monuc, ses partisans ont mis le feu à la cour suprême de justice alors que la haute cour siégeait pour examiner les recours en annulation de l'élection présidentielle déposée par ses avocats. L'incendie a ravagé une partie du bâtiment public et les bulletins des législatives, notamment. Le lendemain de cet incident, le fils Kabila a transmis à Jean-Pierre Bemba, par le représentant de l'ONU, William Swing, le message d'évacuation de ses hommes armés du centre ville de la capitale dans les quarante-huit heures. Quelque cent hommes ont été évacués vers la localité de Maluku à environ quatre-vingt kilomètres de la capitale. Cet épisode de l'incendie de la haute et les affrontements armés de Kinshasa rappellent que la violence a reconfiguré les représentations populaires du pouvoir : le pouvoir appartient au plus fort. La « brutalisation des sociétés » est bien à l'œuvre en RDCongo en dépit des efforts de

<sup>17</sup> Jean-Pierre Bemba, *Message à la nation*, Kinshasa, 28 novembre 2006.

<sup>18</sup> Le mariage civil a eu lieu le 16 juin et le lendemain le couple présidentiel se mariait religieusement.

normalisation de la vie politique. Les entrepreneurs politiques continuent à agir comme des chefs de guerre, suivant des logiques combattantes.

Jean-Pierre Bemba reste dans la logique de la poursuite de son combat pour la liberté, par tous les moyens. Même dans son discours consécutif à l'arrêt de la Cour suprême de justice sur les résultats définitifs de l'élection présidentielle, il persiste et s'engage à continuer la lutte pour un NOUVEAU CONGO. « AU NOM DE L'INTERET SUPERIEUR DE LA NATION ET DANS LE SOUCI DE PRESERVER LA PAIX ET D'EPARGNER AU PAYS DE SOMBRER DANS LE CHAOS ET LA VIOLENCE, je prends aujourd'hui devant DIEU, la NATION et l'HISTOIRE, l'engagement et la responsabilité de conduire désormais, en communion permanente avec vous tous, ce combat pour le changement dans le cadre d'une OPPOSITION FORTE ET REPUBLICAINE. (...) Je remercie le peuple congolais pour la confiance qu'il m'a témoignée en votant massivement pour le projet politique que je lui ai soumis. Ce projet, je le rappelle, consiste à défendre les droits légitimes du peuple congolais et à lui redonner sa dignité et sa place dans le concert des Nations. (...) Je voudrais les rassurer de la poursuite, dans une unité renforcée, de notre combat commun pour l'avènement d'un CONGO NOUVEAU. Restons unis, mobilisés, vigilants et déterminés pour l'intérêt supérieur de notre Nation. »<sup>19</sup> Dans ses discours, le mot « combat » revient régulièrement. Il en est de même de la dignité et de l'intérêt national. Il évoque la mémoire de son combat pour la refondation du Congo. Les allégations des crimes de guerre et contre l'humanité, de cannibalisme, de pillages des ressources économiques du pays sont balayées comme faisant partie d'une rhétorique ennemie, comme étant une fabrication ennemie. L'ennemie étant le gouvernement de Kabila et ses alliés occidentaux ainsi que des ONG qui manipulent l'opinion congolaise et internationale. On pourrait dire qu'il y a dénonciation d'un « désarmement moral<sup>20</sup> » (Hitler) ou la « démobilisation culturelle » (John Horne) de ses combattants pour les culpabiliser alors qu'ils se battent pour une cause juste et noble.

Cette "démobilisation culturelle" chez le gouvernement Kabila et ses alliés, qui comporte un affaïssement du thème combat contre l'autoritarisme et pour la démocratie en faveur de celui de la catastrophe de la guerre d'agression pour les pillages des richesses nationales et l'annexion du Congo au Rwanda, se retrouve largement reproduite dans l'opinion congolaise. Celle-ci fait le deuil de plus de trois millions de morts. Mais le contexte politique reste nécessairement différent dans un pays vaincu - et qui ne se reconnaît pas comme tel. Ce chassé-croisé de mémoires de la guerre de 1998 indique que même l'expérience écrasante et réellement commune des atrocités, des massacres et des pillages économiques en 1998-2003 ne peut pas fournir la base d'un accord rétrospectif sur la signification du conflit entre anciens ennemis.

Par l'opposition radicale entre les perspectives des ex belligérants (gouvernement et alliés, d'une part, rebelles et alliés, d'autre part), le vécu de la guerre en RDCongo engendre deux expériences qui sont totalement incompatibles au niveau de la narration - et ceci avant même que la mobilisation culturelle les encadre et les fixe dans la construction de l'ennemi comme "l'autre" diabolique, sur l'anéantissement de qui dépend la victoire. La "démobilisation" de ces stéréotypes pendant la transition se heurte à la "défaite intellectuelle" inassimilable pour une bonne partie de l'opinion congolaise qui reste sur les positions de 1998-2003. En même temps, la déconstruction de la culture de guerre chez une partie importante des anciens combattants, avec la conviction que la vraie tragédie de la guerre était celle de la mort en masse et des pillages des ressources naturelles, entraîne rétrospectivement un scepticisme profond envers la

---

<sup>19</sup> Jean-Pierre Bemba, *Message à la nation*, *op.cit.* En majuscules dans le texte.

<sup>20</sup> "Entwaffnung moralisch". Voir Hitler, *Mein Kampf*.

mobilisation culturelle du temps de guerre, dont la quintessence semble être les accusations d'atrocités ennemies. L'expérience des victimes devient une mémoire régionale, voire locale et catégorielle (des populations de l'est du pays, en particulier). Au fond, cette impossibilité de résoudre la signification de la guerre de 1998 entre, et même à l'intérieur, des protagonistes concernés témoigne de la multiplicité des cadres de mémoire (et d'amnésie) collective dans lesquels s'inscrit l'expérience de la guerre, et nous aide à comprendre le caractère à la fois total et ambigu - oppressif et insaisissable - de celle-ci pour ceux qui l'ont faite et ceux qui lui ont survécu.

Le triomphalisme du clan Kabila pourrait fournir une explication à la radicalisation du camp Bemba. Ce triomphalisme se traduit, notamment par la volonté de faire de l'assemblée nationale une simple chambre d'enregistrement. Les députés de l'alliance pour la majorité présidentielle (AMP), qui disposent plus de 300 sur 500 sièges du parlement, ont en effet modifié à leur profit les règles de désignation des membres des commissions-clé, dont la composition était censée refléter toutes les tendances politiques. Le secrétaire exécutif du MLC, Thomas Luhaka, a menacé de recourir aux médias, voire à la rue si l'AMP ne faisait pas de concession.

Les contestations de l'UN semblent avoir trouvé un écho favorable auprès d'une partie de la hiérarchie de l'Eglise catholique, surtout à l'ouest. A la veille du premier tour de la présidentielle, Mgr Laurent Mosengwo, archevêque de Kisangani, président de la Conférence épiscopale, avait mis en garde contre un processus qui serait noyauté de l'extérieur, menaçant d'appeler au boycott. Il avait fini par appeler à une participation massive, après avoir obtenu des garanties, selon ses propres mots. Au second tour, en attendant la proclamation des résultats provisoires, depuis Bruxelles où il était en soins médicaux depuis août 2006, le cardinal Frédéric Etsou, archevêque de Kinshasa, avait assuré que d'après ses informations (sans doute fournies par l'ancien chef de renseignement de Mobutu, passé maître dans l'art de la manipulation et de l'intoxication) les résultats annoncés par la commission électorale indépendante (CEI) « ne correspondaient pas à la vérité des urnes ». Ses propos avaient été repris dès le lendemain par le MLC pour dénoncer une fraude massive. Mgr Laurent Mosengwo était obligé de faire une mise au point sur le propos du cardinal, expliquant qu'il entendait seulement inciter à respecter la vérité des urnes pour sauvegarder la paix et mettant en garde contre toute instrumentalisation dudit propos de l'archevêque de Kinshasa.

## **Conclusion**

L'acharnement de Jean-Pierre Bemba a payé et créé la surprise là où on ne l'attendait pas. C'est une victoire politique, même si c'est une défaite électorale. Le MLC existe et est bien là, il faut compter avec comme parti politique dans la troisième république. Il montre également que la reconversion politique des chefs de guerre est en cours, même si elle est lente et inachevée. Les logiques et les stratégies de guerre continuent d'agir en RDC et de travailler les représentations du politique et de l'Etat, et de la violence. Le nationalisme xénophobe anti-occident est aussi à l'œuvre et travaillent la société congolaise. Les affrontements à l'arme lourde dans la capitale à plusieurs reprises rappellent l'ancrage profond d'un habitus de guerre et la brutalisation de la société congolaise, mais soulignent également la nécessité d'une démobilisation culturelle, mentale des anciens combattants.

La poursuite des hostilités en Ituri avec la re-mobilisation armée des anciens combattants et la reprise des affrontements au Nord-Kivu et au Sud-Kivu soulignent la difficulté de la transformation des chefs de guerre en leaders politiques, des ennemis en adversaires

politiques, des groupes armés en partis politiques. Si la re-mobilisation des anciens combattants se fait en Ituri, en particulier, au nom de la résistance face à la justice internationale accusée de parti pris en faveur des puissants, elle est surtout l'expression d'un sentiment de marginalisation sur la scène politique nationale. Aux Kivu, on assiste également à ce sentiment de marginalisation mêlé de désenchantement. L'exemple des groupes *mai mai* qui ont défendu leurs communautés et l'intégrité territoriale en combattant les forces rebelles et étrangères paraît assez intéressant. Nombre de combattants *mai mai* sont des jeunes ruraux, souvent analphabètes, ayant sacrifié une bonne partie de leur vie dans la lutte. La transformation de leurs groupes en partis politiques est surtout l'affaire des élites urbaines instruites qui en assurent désormais la direction. Un tel retournement de situation crée des tensions sociales et politiques. Comment cette marginalisation politique est-elle vécue par les vétérans de la lutte armée *mai mai*, autrefois salués comme des héros de la résistance populaire ? Que font-ils pour reprendre le contrôle de leurs groupes ?